



الجمهورية التونسية
رئاسة الحكومة
République Tunisienne
Présidence du gouvernement



الهيئة الوطنية لمكافحة الإرهاب
Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme

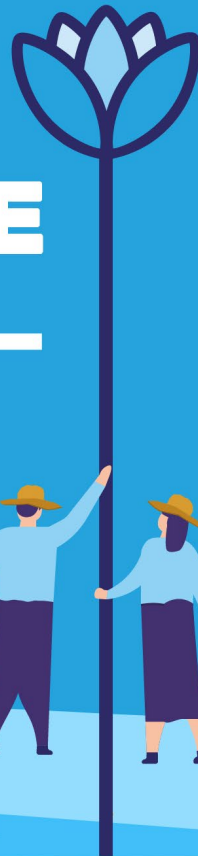


ترايبوت
Tarabot

التماسك للوقاية من العنف
Cohésion pour prévenir la violence



ENQUÊTE SUR L'ÉTAT DE LA COHÉSION SOCIALE À MÉDENINE





التماسك للوقاية من العنف
Cohésion pour prévenir la violence

**RAPPORT DE SYNTHÈSE
OCTOBRE 2020**

ENQUÊTE SUR L'ÉTAT DE LA COHÉSION SOCIALE À MÉDENINE



Avant-propos et remerciements

Ce résumé exécutif a été rédigé par l'équipe du projet 'TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence' du *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD) en Tunisie dans le cadre du partenariat avec la *Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme* (CNLCT).

Il est une synthèse analytique des résultats de l'enquête sur l'état de la cohésion sociale à Médenine réalisée par le *Laboratoire d'Economie et Sociétés Rurales de l'Institut des Régions Arides* (IRA) en collaboration avec le PNUD Tunisie. Le travail a bénéficié également de l'encadrement conceptuel et méthodologique de M. Charles Harb.

Les résultats statistiques complets (tri à plat) sont disponibles en annexe. Ils peuvent être partagés sur requête en contactant le PNUD Tunisie à l'adresse suivante : massimo.fusato@undp.org, ou la CNLCT à l'adresse suivante : webmaster.cnlct@pm.gov.tn.

Le PNUD Tunisie remercie l'ensemble des contributeur.ice.s à la réalisation de cette enquête, et en particulier M. Houcine Khatelli (Directeur Général de l'IRA), M. Mongi Sghaier (IRA), M. Mohamed Jaouad (IRA), M. Riadh Béchir (IRA), M. Charles Harb (*American University of Beirut*), Mme Fatma Aribi, Mme Feiza Aloui, Mme Houda Rjili, Mme Meriem Sghaier, Mme Sawssen Béchir et M. Abdelmajid Mokh (enquêteur.ice.s).

Les remerciements s'adressent également à la *Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme* à travers son Président, M. Mounir Ksiksi, et ses prédécesseurs, M. Mokhtar Ben Nasr et M. Rached Bettaieb, ainsi qu'au personnel qui a été directement impliqué dans l'enquête, à savoir Mme Neila Feki, Mme Sonia Abassi et Mme Lobna Saidi.

Enfin, le PNUD Tunisie remercie M. Adnen Lassoued (INS), Mme Nadia Touihri (INS), M. Yemen Hlel (INS), M. Mouwaffak Essaadi (INS), M. Dhaou Gharsallah (INS), M. Anis Zarmndini (CNS) ainsi que les membres du *Conseil National des Statistiques* (CNS) pour leur appui et soutien à la réalisation de l'enquête.

Ce rapport a pu être réalisé avec le soutien de la Coopération suisse ainsi que des gouvernements de la Suède et des Pays Bas.



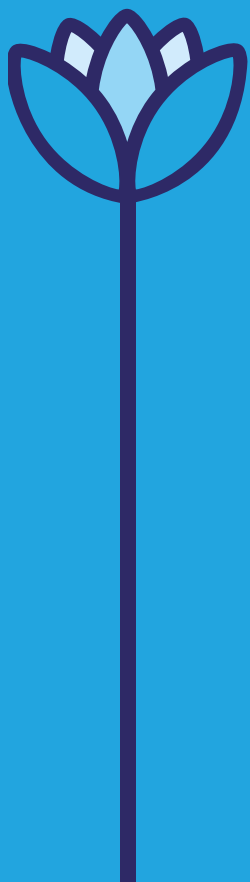
Résumé exécutif

Le rapport s'appuie sur les résultats de l'enquête sur l'état de la cohésion sociale à Médenine et s'adresse aux autorités publiques, aux opérateurs de développement et aux organisations de la société civile qui mettent en œuvre des interventions de renforcement de la cohésion sociale dans la région.

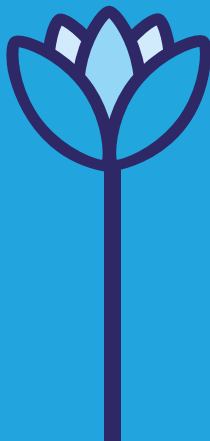
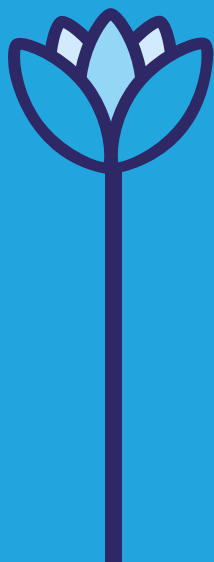
Parmi les sources de résilience du Gouvernorat, l'identification à l'unité nationale et le respect des libertés fondamentales acquises par la transition démocratique sont reconnues par une large majorité des citoyen.ne.s. L'affiliation à la famille et aux tribus s'affirme comme un pilier du lien social au sein du groupe, mais également entre groupes (faibles tensions horizontales).

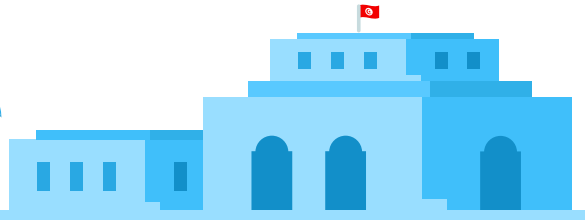
Le manque de confiance semble en revanche être le premier facteur de fragilité à Médenine. Du point de vue des relations horizontales (entre individus), les interactions interpersonnelles se caractérisent par un climat généralisé de méfiance entre personnes. De même, les relations verticales (entre individus et Etat) se caractérisent par un fort déficit de confiance des habitant.es envers les institutions publiques (notamment dans les services de la douane, les secteurs sécuritaires et de la justice) et une perception diffuse de corruption dans les services de l'Etat.

Cette perception de défiance s'applique également aux corps intermédiaires (société civile, syndicats et partis politiques) et aux autorités locales, pénalisant les voies traditionnelles de participation et d'action collective. Enfin, les résultats démontrent que le sentiment d'appartenance et de participation à une communauté traitant équitablement et respectueusement ses membres est un facteur déterminant de la satisfaction à l'égard de la vie pour les habitant.es de Médenine.



I. INTRODUCTION





I. Contexte et objectifs de l'enquête

A travers le projet « *TARABOT – Cohésion pour prévenir la violence* », la *Commission Nationale de Lutte Contre le Terrorisme* (CNLCT) et le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD) pilotent une approche de prévention de l'extrémisme violent dans le Gouvernorat de Médenine fondée sur **le renforcement de la cohésion sociale**. Cette démarche repose sur l'établissement de partenariats locaux et la réalisation d'actions de terrain menées conjointement entre la société civile, les autorités locales et les acteurs du secteur privé, contribuant ainsi à **la consolidation des relations de confiance et de collaboration** entre ces acteurs.

La recherche joue une fonction programmatique de production de connaissances sur l'extrémisme violent dans une perspective d'informer les politiques publiques et stratégies préventives. Dès lors, une enquête sur l'état de la cohésion sociale à Médenine a été réalisée avec comme objectifs de :



Identifier et mesurer les caractéristiques de la cohésion sociale à Médenine.



Analyser les sources de résilience et/ou de fragilité de la cohésion sociale.



Informer les programmes et politiques publiques contribuant au renforcement de la cohésion sociale.

II. Cadre conceptuel et méthodologique

L'enquête est une adaptation du modèle de mesure de la cohésion sociale contenu dans le guide « *Developing a social cohesion index for the arab region* » (Charles Harb, 2017) développé par le bureau du PNUD pour la région Arabe. La méthodologie privilégie **une approche programmatique/pragmatique** comme outil d'aide à la prise de décisions (formulation de recommandations). Elle se concentre sur la force des liens entre membres de divers groupes sociaux et les attitudes ou sentiments que les individus ont vis-à-vis de diverses cibles externes.

La cohésion sociale se définit comme « un état de fait concernant **les interactions verticales et horizontales** entre les membres

d'une société caractérisée par un ensemble d'attitudes et de normes qui incluent la confiance, un sentiment d'appartenance et

la volonté de **participer** et d'aider, ainsi que leurs **manifestations comportementales** » (Chan et al., 2006).

Le modèle psycho-social de mesure de la cohésion sociale repose sur 3 niveaux, entre **éléments prédicteurs** (contacts,

perceptions de justice, perceptions de menaces, sécurité humaine, participation et représentation, confiance et corruption), **variables centrales** (attitudes, identités, émotions), et **conséquences** (tendances à l'action collective violente et/ou pacifique).

III. Echantillon

Pour être représentatif de la population de Médenine et en suivant l'hypothèse d'un taux de réponse de 70%, la taille totale de l'échantillon a été arrêtée à **549 individus**. Après dépouillement, **517 questionnaires** ont été retenus pour la phase d'analyses.

IV. Limites

Réduction du cadre conceptuel – Le 3ème niveau de mesure (conséquences) a été retiré du questionnaire après la phase de test ; l'examen au Conseil National des Statistiques a en effet révélé une formulation insatisfaisante des questions de cette section, et reprendre un processus de préparation et validation du questionnaire aurait eu un impact sur le calendrier d'exécution de l'enquête. Les résultats ne permettent donc pas de mesurer la probabilité de mouvements protestataires, pacifiques ou violents, qui ciblent des groupes externes (Etat ou groupes sociaux).

Niveau de granularité – L'échantillon étant représentatif de la population du Gouvernorat, les données recueillies ne sont pas suffisamment robustes pour des analyses à l'échelle des municipalités.

Données manquantes – Un taux élevé de non-réponses a été relevé pour des variables spécifiques, justifiant que **le nombre d'analyses statistiques ait été limité pour privilégier la fiabilité et robustesse des conclusions**. Une analyse a été réalisée pour en comprendre les raisons. Ainsi, 41,9% des données man-




quantes concernaient des répondant.es dans **2 délégations** qui étaient couvertes par une même enquêtrice. En termes de **tranches d'âge**, seulement 29% des jeunes de moins de 30 ans ont rendu des questionnaires contenant des non-réponses, contre 70% pour les personnes de plus de 30 ans. De même, plus les répondant.es ont un **niveau d'éducation et de revenu élevés**, moins ils/elles apporteront des non-réponses. Enfin, la confiance apparait comme un facteur négativement corrélé avec cette réticence.

II. RÉSULTATS



I. Sources de résilience





A. Préserver les fondements de l'exceptionnalité tunisienne

-  Une majorité des répondant.es considère que les **libertés** électorale (83,4%), d'affiliation politique (74,9%), de religion (70,9%) et d'expression (66,6%) sont respectées.
-  83,7 % des répondant.es s'identifient à la Nation tunisienne, et 84,6 % à la Oumma Islamique.
-  57,8 % des répondant.es déclarent avoir confiance dans l'armée, et 43,9% pour la protection civile. A titre comparatif, 23,2% des répondant.es déclarent avoir confiance dans la police et la Garde Nationale, et 11% dans la douane.

La perception de **respect des libertés fondamentales est caractéristique de l'exceptionnalité tunisienne et des acquis de la transition démocratique**. Mise en perspective avec le sentiment d'appartenance à une communauté nationale et à l'Oumma Islamique, elle constitue un capital social **source de cohésion nationale**. Pour les autorités, il s'agirait alors de consolider ce sentiment d'appartenance

à la Nation pour **contrebalancer le sentiment de « hogra » (« marginalisation et mépris »)**. A titre illustratif, l'institution de l'armée (symbole, dans l'imaginaire collectif, de protection des citoyen.ne.s lors de la Révolution) serait perçue comme étant plus légitime que les autres corps sécuritaires car elle incarnerait ce sentiment d'appartenance nationale et la protection des libertés fondamentales.

B. Affiliations familiales et tribales comme ciment du lien social horizontal






-  93% des répondant.es **s'identifient à la famille**, et 65,6% à la tribu.
-  En moyenne, les répondant.es évoquent des **émotions positives à l'encontre des individus des autres tribus** (par exemple, 76,3% expriment du respect) contrairement aux émotions négatives (par exemple, 88,9% ne ressentent pas de colère à l'encontre des individus des autres tribus).
-  Seulement 12,2% des répondant.es rapportent avoir rarement ou pas du tout de **contacts** avec les membres d'autres tribus, et 74,4 % qualifient ces interactions comme étant positives (5% les qualifient de négatives).
-  Seulement 12,5 % des personnes interrogées considèrent que les **tribus influencent la vie politique locale**.

Ce type d'affiliation permet d'affirmer la **famille, et la sphère privée au sens large, comme pilier de la cohésion sociale**, du partage de valeurs communes et de création de liens de solidarité. Au-delà de la dimension intra-groupe, la tribu ne serait pas un acteur influençant des attitudes conflictuelles entre groupes. Les tribus ne seraient d'ailleurs pas perçues comme un

acteur structurant des relations formelles de pouvoir au sein de la sphère politique. La **fréquence et la qualité des contacts** entre membres de tribus différentes serait un facteur déterminant de cette cohésion, et des perceptions négatives pourraient par contre devenir des sources de fragilité de la cohésion sociale (voir plus bas).

II. Fragilités de la cohésion sociale


A. Forte défiance à l'égard des institutions publiques et perceptions de corruption

-  47% des répondant.es considèrent que **l'égalité devant la loi** est **très basse ou nulle**.
-  44,4% des répondant.es déclarent **ne pas ou peu avoir confiance** dans les services de la douane, 46,2% pour les établissements de santé, 37,2% pour la police et la Garde Nationale, et 35,2% pour les tribunaux.
-  Concernant les **domaines de souveraineté de l'Etat**, 49,9% des répondant.es considèrent que la **corruption** est présente au sein de la douane, 46,4% pour les forces de sécurité et 35,9% pour la justice.
-  Dans les autres **services publics**, 55,1% des répondant.es considèrent que la **corruption** est présente dans la santé, 46,8% pour les équipements et le logement, et 42,9% pour l'éducation.
-  34,7 % des répondant.es estiment que les **agents de l'Etat ne les traitent pas avec respect**, 44,6% rapportent des commentaires inappropriés de leur part, et 23,8% considèrent qu'ils/elles ont été traité.es de manière inappropriée par les forces de l'ordre.

Le **manque de confiance général envers les institutions publiques est un facteur prédominant de dégradation du capital social vertical à Médenine**. A ce titre, le taux de non-réponse se concentre sur les questions relatives à la douane, les tribunaux et la Garde Nationale et peut être interprété comme un signe de défiance et de sensibilités lorsque les répondant.es sont amené.es à s'exprimer sur les services de souveraineté de l'Etat. Une des principales sources de cette défiance réside dans les **perceptions de corruption**. Les organes sécuritaires et judiciaires figurent parmi les institutions perçues comme

étant les plus touchées par celle-ci, mais les services publics de base comporteraient aussi des risques élevés de corruption. Une des sources de ces perceptions peut être trouvée dans la **manière dont les autorités interagissent avec les usager.es**, qui est perçue comme étant injuste. Couplé avec des émotions négatives ciblant les pouvoirs publics, le faible niveau de confiance et les perceptions d'injustice dans le traitement par les agents de l'Etat peut résulter en une **propension à l'action collective contre l'autorité publique** dont il serait pertinent d'analyser les manifestations.





B. Climat de méfiance au sein du corps social : perceptions de corruption

 Sur une échelle de 1 à 5 (1 indiquant un niveau élevé de confiance, et 5 un niveau faible), le niveau de **confiance globale** à Médenine se situe à **2.68**.

La confiance globale est un indicateur indirect de la cohésion sociale et un indicateur partiel du capital social qui permet de mesurer le niveau de confiance horizontale entre individus (hors sphère privée). Ce **faible niveau de confiance relevé à Médenine** amène une tentative d'analyse statistique, entravée par des données manquantes qui fragilisent leur robustesse. Toutefois, **deux variables prédictives semblent influencer le**

niveau de confiance globale ; les menaces symboliques (liées aux valeurs) **et la justice distributive** (liée à l'accès aux ressources et aux opportunités). Dès lors, plus les répondant.es perçoivent d'autres tribus comme partageant le même système de valeurs, et plus ils/elles considèrent que l'Etat est capable de redistribuer équitablement les ressources entre individus, alors plus le niveau de confiance globale serait élevé.




C. Faible légitimité des corps intermédiaires

-  8% des répondant.es déclarent être membres d'une association, 5,2% d'un club sportif, 4,8% d'un parti politique, 4,4% d'un syndicat et 2,7% d'une organisation professionnelle.
-  17% des répondant.es déclarent avoir **confiance** dans les associations, 11,8% dans les médias et 8,1% dans le personnel politique.
-  29,9% des répondant.es expriment des **sentiments négatifs envers le personnel politique**. A titre de comparaison, 11,8% des répondant.es expriment des sentiments négatifs envers les Cheikhs et imams, et 9,4% envers la société civile.
-  58,3% des répondant.es estiment que les citoyen.ne.s de leurs quartiers ont les **capacités d'organiser des actions collectives** pour améliorer leur situation.

Les corps intermédiaires (syndicats, associations, partis politiques, etc.) jouent communément une double fonction, entre renforcement des solidarités intra-groupes et régulation des interactions entre groupes d'intérêt et Etat. A Médenine, l'enquête révèle une **forte crise de représentativité et de légitimité des corps intermédiaires**. Il en résulterait un rôle négligeable dans l'organisation des actions collectives,



et une **faible capacité de médiation** des syndicats, de la société civile, du personnel politique, etc. en cas d'irruption de tensions sociales. A l'inverse, les capacités de **mobilisation collective dans un cadre non-structuré et spontané** seraient plus élevées ; il serait alors pertinent d'approfondir la réflexion sur les modalités d'action collective, entre manifestations violentes et non-violentes.

D. Déficit de représentativité du pouvoir local

-  69,6% des personnes interrogées ne se considèrent pas, ou très peu, **représentées au sein des conseils municipaux**. De même, seulement 40,4% des répondant.es considèrent que les citoyen.ne.s de leur quartier ont les **capacités d'influencer les décisions municipales**.
-  Seulement 21,4% des répondant.es déclarent avoir **confiance** dans les municipalités.
-  44,1% des répondant.es considèrent le risque de **corruption** élevé au sein des autorités locales.

Là aussi, les indicateurs de confiance verticale sont déterminants pour saisir la **fragilité du contrat social au niveau local**.

E. Potentiel d'instabilité au niveau des relations horizontales entre tribus

-  21,5% des répondant.es perçoivent une **menace symbolique** (aux valeurs communes) de la part d'autres tribus, 12% perçoivent une **menace existentielle** (à la sécurité) et 9,2% perçoivent une **menace économique** (aux intérêts matériels). 24,1% des répondant.es âgé.es de 25 à 44 ans considèrent les autres tribus comme une menace économique.
-  7,2% des répondant.es éprouvent du **mépris** à l'encontre des autres tribus.

Une **frange minoritaire mais non marginale des répondant.es déclare percevoir les autres tribus comme une source potentielle de menace. Ces perceptions ont un impact sur les indicateurs de confiance globale et de satisfaction à l'égard de la vie.** Ainsi, moins les individus perçoivent les personnes des autres tribus comme partageant le même système de valeurs et plus ils/elles considèrent que celles-ci ont des habitudes de vie différentes de celles de leur propre tribu, alors moins le niveau de confiance

interpersonnel sera élevé. De même, plus les répondant.es perçoivent les personnes d'autres tribus comme une menace pour leur propre accès à l'emploi, à la propriété privée ou pour tout autre intérêt économique, moins leur satisfaction à l'égard de la vie sera élevée. Couplées à des attitudes et émotions négatives entre groupes, les **perceptions de menaces peuvent résulter dans des tensions intercommunautaires qui sont un risque latent d'instabilité à Médenine.**

F. Prédicteurs de la satisfaction à l'égard de la vie



Sur une échelle de 1 à 5 (1 indiquant un niveau élevé de satisfaction, et 5 un niveau faible), le niveau de **satisfaction à l'égard de la vie** à Médenine se situe à 2.52.

La satisfaction à l'égard de la vie peut s'apparenter à une mesure du niveau de bonheur et de bien-être subjectif dans une société ; ce qui affecte négativement ce score à un effet direct sur les griefs collectifs. Le **score obtenu dans le cadre de l'enquête à Médenine est un degré de satisfaction relativement bas**, se situant au niveau des moyennes internationales. **Les perceptions de justice interactionnelle et distributive, l'efficacité collective, le revenu relatif et les perceptions de menace économique influencent le niveau de satisfaction à l'égard de la vie.** Ainsi, plus les individus perçoivent que l'Etat redistribue les ressources de manière équitable

(justice distributive) et que ses agents interagissent avec les citoyen.ne.s de manière respectueuse (justice interactionnelle), et plus ils/elles sentent qu'ils/elles peuvent impacter les décisions aux niveaux municipal ou national, alors plus ils/elles seraient satisfait.es. De même, plus le niveau de revenu de leur ménage sera objectivement et relativement perçu comme élevé, plus ils/elles seraient satisfait.es. Au contraire, **plus ils/elles perçoivent les autres tribus comme une menace pour leur situation économique (compétition pour l'accès aux ressources ou à l'emploi), moins ils/elles se sentiraient satisfait.es.**

III. RECOMMENDATIONS





Renforcement de la confiance verticale

- ✓ Assurer des services publics de base avec équité et respect.
- ✓ Renforcer les capacités des municipalités pour assurer une offre efficace de services dans un cadre de redevabilité.
- ✓ Développer et consolider les mécanismes de redevabilité publique comme leviers de prévention de la corruption dans les secteurs clefs de la douane, sécurité et justice.
- ✓ Assurer l'application de codes de conduite et de déontologie dans les services publics, notamment parmi les institutions judiciaires et sécuritaires, pour un traitement respectueux et digne des requêtes faites par les usager.es.



Renforcement des canaux de participation et de représentation

- ✔ Renforcer la collaboration et la confiance entre citoyen.ne.s et pouvoirs publics locaux, par exemple autour de l'identification des priorités locales de développement et la mise-en-œuvre d'initiatives conjointes.
- ✔ Multiplier les opportunités d'engagement constructif entre citoyen.ne.s, surtout jeunes, et institutions.
- ✔ Identifier et renforcer de nouveaux canaux de mobilisation collective répondant aux attentes et aspirations des citoyen.ne.s, par exemple à travers une interaction constructive entre services de l'Etat et initiatives informelles de mobilisation.
- ✔ Encourager les corps intermédiaires existants (parmi les syndicats, les associations et les partis politiques notamment) à renouveler radicalement leurs modes de mobilisation pour susciter l'engagement et la participation citoyenne.



Renforcement de la confiance horizontale

- ✔ Mettre en valeur l'exceptionnalité tunisienne et capitaliser sur les sources de résilience et de cohésion sociale liées au respect de l'idée d'unité nationale et des acquis de la transition démocratique, notamment le respect des libertés fondamentales.
- ✔ Développer les conditions favorables à un environnement de confiance entre habitant.es de la région en créant des opportunités, notamment pour des jeunes de milieux sociaux différents et de tribus différentes, de participer dans des activités conjointes et d'interagir de manière continue.

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

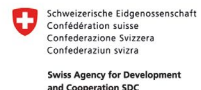
Copyright © Programme des Nations Unies pour le développement en Tunisie 2020.

Visa du *Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale* (MDICI) n° 07-2019 du 21 novembre 2019.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans permission.

Le PNUD n'assume pas la responsabilité des opinions exprimées dans ce texte. Celles-ci ne reflètent pas nécessairement les opinions des Nations Unies, y-compris le PNUD, ni des Etats Membres.

Réalisé avec l'appui de :





Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie

Rue du Lac Windermere, Immeuble Le Prestige Business Center,
Tour A, Les Berges du Lac 1053, Tunis, Tunisie

Tél. : +216 36 011 680

E-mail : registry.tn@undp.org

<http://www.tn.undp.org>